

# ¿ Que podemos ?

## Un parti en puissance

*par Héloïse Nez*

---

**La vitalité de Podemos fait figure d'exception en Europe. Le mouvement espagnol peut-il survivre à son institutionnalisation ? Son positionnement au-dessus du clivage droite-gauche reste-t-il d'actualité ? À ces questions, les militants du jeune parti offrent des réponses parfois contradictoires.**

---

En trois ans, Podemos a connu une croissance fulgurante. Le projet d'un mouvement politique anti-austérité a été lancé le 17 janvier 2014 par un groupe d'universitaires et de militants qui se sont présentés aux élections européennes quelques mois plus tard. Il s'agissait, dans un contexte de forte crise économique, sociale et politique, de « convertir l'indignation en changement politique ». Les fondateurs de Podemos cherchaient ainsi à donner une traduction électorale au mouvement des Indignés qui a émergé en Espagne à partir du 15 mai 2011 (le « 15M »), en portant leurs revendications pour une « démocratie réelle » et plus de justice sociale à l'agenda institutionnel. Ils ont de cette manière contribué à l'exception espagnole, qui met au centre du débat public la lutte contre les inégalités et la corruption quand l'Europe se tourne vers l'extrême droite. Leur proposition a tout de suite reçu un écho considérable : des assemblées territoriales ou thématiques appelées « cercles » se sont multipliées à travers le pays, en s'appuyant sur la dynamique du 15M. Dans les urnes, Podemos a créé la surprise en remportant près de 8 % des suffrages aux élections européennes du 25 mai 2014.

Un processus d'institutionnalisation s'est alors enclenché pour transformer le mouvement en parti politique et le doter de statuts. Leur rédaction a fait l'objet d'un important travail de démocratie interne, avec l'implication de nombreux militants dans l'élaboration de la charte d'éthique et des documents politique et organisationnel de la nouvelle formation. Différents projets ont ainsi été défendus lors du premier congrès de Podemos, « Vistalegre I », en octobre 2014. L'équipe formée autour du leader charismatique Pablo Iglesias est sortie largement vainqueur du vote, avec son projet de « machine de guerre

électorale » visant à se mettre rapidement en ordre de marche pour les élections municipales, régionales et surtout législatives de 2015. Les résultats électoraux ont été impressionnants : Podemos a certes manqué son pari de « prendre d'assaut » le pouvoir à l'échelle nationale, mais il est entré dans de nombreuses institutions et s'est imposé comme troisième force politique en récoltant plus de 20 % des voix aux législatives du 20 décembre 2015. Ce parti gouverne désormais les grandes villes du pays dans le cadre de coalitions d'unité populaire et forme l'une des principales forces d'opposition au Congrès des députés et dans les Parlements régionaux.

Alors que ce cycle électoral s'est aujourd'hui refermé, avec la réélection du conservateur Mariano Rajoy à la tête du gouvernement en octobre 2016 grâce à l'abstention des socialistes, Podemos se trouve confronté à de nouveaux défis. Les contradictions qui traversent ce jeune parti en attente de pouvoir ont été mises en évidence lors de son deuxième congrès national, qui a eu lieu les 11 et 12 février 2017 à Vistalegre (« Vistalegre II »). Les médias en ont surtout retenu la « lutte fratricide » entre les numéros un et deux, Pablo Iglesias (secrétaire général) et Íñigo Errejón (secrétaire politique jusqu'au 18 février), en résumant l'événement à un combat d'égos<sup>1</sup>. Les conflits internes risquent effectivement d'affaiblir la jeune formation, qui n'a pas échappé à un processus de bureaucratisation éloignant des militants de base les élites et les permanents qui s'affrontent notamment pour la répartition des postes de pouvoir<sup>2</sup>. Cette disjonction entre les attentes et les intérêts des uns et des autres a été très visible lors du congrès : les militants des cercles présents dans le public ou à la tribune n'ont cessé de rappeler à l'ordre leurs dirigeants nationaux, en scandant « *unidad* » (unité) à chacune de leurs interventions. La lutte à laquelle se livrent les trois tendances développées ces derniers mois au sein de Podemos (les partisans de Pablo Iglesias, ceux d'Íñigo Errejón et les anticapitalistes) ne se résume pourtant pas à une querelle de personnes. Elle porte avant tout sur la nouvelle feuille de route que doit adopter le parti dans un contexte politique qui a changé.

Quatre principaux enjeux ont ainsi été posés à Vistalegre II : la redéfinition d'une stratégie politique à l'échelle nationale, l'épreuve du pouvoir dans les villes où Podemos gouverne avec d'autres formations politiques, la place des femmes au sein de l'organisation et la démocratisation du parti. Si l'objectif commun reste d'impulser un processus de transformation sociale en remportant les prochaines élections législatives, les stratégies divergent sur les moyens d'y parvenir. Faut-il privilégier le travail institutionnel ou investir davantage la rue pour contester les politiques de la droite ? L'élargissement de la base électorale du parti passe-t-elle toujours par un dépassement du clivage gauche / droite ou par un ancrage et des alliances plus marqués à gauche ? Jusqu'où démocratiser l'organisation en interne et quel rôle donner au leader ?

---

1 *Le Monde* caricature, par exemple, les oppositions entre une ligne « radicale » portée par un secrétaire général « agressif » et une autre « rassurante » incarnée par Íñigo Errejón (« En Espagne, Pablo Iglesias impose à Podemos sa ligne radicale », 12 février 2017).

2 Robert Michels, *Sociologie du parti dans la démocratie moderne*, Paris, Gallimard, 2015.

## Un discours et des alliances ancrés à gauche

Les divergences politiques entre les deux noyaux fondateurs de Podemos – les professeurs de science politique de l'Université la Complutense à Madrid et les militants de la Gauche anticapitaliste<sup>3</sup> – datent du congrès fondateur du parti. Les premiers avaient alors cherché à exclure les seconds des organes de direction, en interdisant le double militantisme au sein de deux organisations distinctes, et réussi à imposer leur projet politique. Il s'agissait de mettre en place une « machine de guerre électorale » fondée sur une organisation centralisée et un discours qui dépasse les étiquettes de gauche et de droite. Cette quête de transversalité par l'élaboration de nouvelles lignes de clivage – entre « la caste » et « le peuple », « ceux d'en haut » et « ceux d'en bas » – était fortement portée par Íñigo Errejón. Le directeur des campagnes de Podemos en 2014 et 2015 s'inspirait ainsi des expériences de gouvernement en Amérique latine et des théories d'auteurs postmarxistes comme Ernesto Laclau et Chantal Mouffe<sup>4</sup>. Les anticapitalistes, alors associés au physicien Pablo Echenique, réclamaient davantage de démocratie interne et de pouvoir pour les cercles, tout en reconnaissant la nécessité de sortir du discours habituel de l'extrême gauche.

À partir des élections législatives du 20 décembre 2015, de nouvelles lignes de fracture sont apparues au sein de l'équipe dirigeante. Elles se sont accrues dans la phase de négociation pour tenter de former un gouvernement : alors que Pablo Iglesias attaquait durement le Parti socialiste, en dénonçant par exemple le terrorisme d'État du gouvernement de Felipe González au Pays basque, Íñigo Errejón était partisan d'une approche moins frontale. Le secrétaire général de Podemos, qui avait raillé pendant la campagne le drapeau rouge de la Gauche unie<sup>5</sup>, qui l'éloignait de toute perspective de victoire électorale, n'a pas hésité à renouer avec cet héritage symbolique de la gauche dans ses premiers discours au Congrès des députés. Ceux-ci abondaient en références historiques à la guerre civile et au franquisme, et étaient associés à des symboles gestuels comme le poing levé dans l'hémicycle. Pablo Iglesias, qui a commencé à militer à 14 ans aux Jeunesses communistes, a ainsi en partie tourné le dos à la stratégie de communication mise en avant par son secrétaire politique. Il a aussi été l'artisan de l'alliance avec la Gauche unie pour les élections législatives répétées du 26 juin 2016, contre l'avis d'Íñigo Errejón qui cherchait toujours à dessiner l'image d'un parti au-dessus des clivages traditionnels.

Les différences de point de vue au sein de la direction nationale de Podemos se sont renforcées à l'issue de ces élections jugées décevantes, du fait de la perte d'un million de voix par rapport au précédent scrutin (si on additionne les scores de Podemos et de la Gauche unie). Elles sont perceptibles dans les documents politiques défendus par l'équipe de Pablo Iglesias, « Podemos para todas », et celle d'Íñigo Errejón, « Recuperar la ilusión ». Les

---

3 Petite organisation affiliée à la 4e Internationale, dissoute suite au premier congrès de Podemos.

4 Ernesto Laclau et Chantal Mouffe, *Hégémonie et stratégie socialiste. Vers une politique démocratique radicale*, Besançon, Les Solitaires intempestifs, 2009 ; Ernesto Laclau, *La raison populiste*, Paris, Seuil, 2008.

5 Coalition de partis formée en 1986 autour du Parti communiste espagnol.

divergences concernent le discours, les alliances politiques et l'équilibre entre action institutionnelle et contestataire en vue de former un « mouvement populaire » capable de gagner les prochaines élections. Rejoignant ici le projet des anticapitalistes, Pablo Iglesias souhaite développer un « bloc historique populaire » avec d'autres « forces du changement » dont la Gauche unie et soutenir les luttes sociales :

Podemos est né en comprenant qu'il fallait passer de la rue aux institutions, mais en sachant qu'il n'y a jamais eu de changement historique pour la majorité sans impulsion citoyenne. (Document politique de l'équipe « Podemos para todas »)

Les élus sont donc conçus comme des « activistes institutionnels » dont le rôle ne peut se limiter au travail parlementaire, mais suppose une « étroite collaboration avec [les mouvements sociaux] ».

Le document d'Íñigo Errejón critique ouvertement « ces positions de résistance [...] partisans d'un agenda de revendications axées exclusivement sur les secteurs les plus appauvris, d'un agenda institutionnel qui fuit tout engagement et tout accord, et d'une ligne idéologique qui considère que la transversalité a donné tout ce qu'elle pouvait et que nous devons consacrer nos efforts à construire une force politique qui rassemble l'ensemble de la gauche ». Il promeut, au contraire, le maintien d'un discours transversal pour attirer les secteurs de la population encore éloignés du vote Podemos (les femmes, les plus de 45 ans, les ouvriers et le monde rural)<sup>6</sup> : « L'unité du peuple est plus ambitieuse, radicale et transformatrice que l'unité de la gauche ». Son projet politique, mis en minorité à Vistalegre II, relativise la portée des manifestations et donne la priorité à la constitution d'une force de changement crédible dans les institutions :

Il faut récupérer l'initiative en démontrant que nous sommes capables de faire pression sur le gouvernement, de mener des accords ou de mettre des questions à l'agenda national. (Document politique de l'équipe « Recuperar la ilusión »)

Cette articulation entre l'action de rue et le travail institutionnel se pose à toute formation politique qui cherche à changer les choses en prenant le pouvoir. Elle a été théorisée par Joan Subirats, professeur de science politique et membre actif de Barcelona en Comú, la coalition citoyenne qui gère la ville de Barcelone depuis juin 2015. Selon lui, l'apparition de nouveaux partis comme Podemos correspond au « passage d'un processus *destituant* (de protestation et de dénonciation) à un processus *constituant* (visant à "occuper" les institutions) » :

Avec le 15M, la crise de la forme partisane comme dispositif de médiation des demandes des citoyens s'est exprimée avec force. Mais les blocages institutionnels continus ont montré la nécessité de mettre en place des partis politiques d'une nouvelle génération.<sup>7</sup>

---

6 Sur l'électorat de Podemos, voir José Fernández-Albertos, *Los votantes de Podemos. Del partido de los indignados al partido de los excluidos*, Madrid, Los libros de la Catarata, 2015.

7 Joan Subirats, « ¿Desbordar el "dentro"- "fuera" ? », *Revista Teknokultura*, vol. 12, n° 1, 2015, p. 161-168: <http://revistas.ucm.es/index.php/TEKN/article/view/48893/0>

Cette tension entre l'intérieur et l'extérieur est au cœur des expériences des « mairies du changement » qui gouvernent désormais 20 % de la population<sup>8</sup>.

## L'épreuve du pouvoir municipal

Les élections municipales n'ont pas été définies comme une priorité lors du congrès fondateur de Podemos. Contre l'avis d'une partie des militants et de candidats concurrents, les universitaires de la Complutense craignaient alors que ces comices locaux, fixés en mai 2015, ne viennent perturber la dynamique nationale prévue pour la fin de l'année. Podemos ne s'est donc pas présenté en son nom, mais a intégré des coalitions d'unité populaire rassemblant des mouvements sociaux, des partis politiques et des citoyens non organisés. La victoire de ces listes citoyennes dans les deux plus grandes villes du pays (Madrid et Barcelone), mais aussi dans plusieurs capitales régionales et provinciales (Saragosse, Saint-Jacques de Compostelle, Valence, La Corogne, Cadix) et de plus petites villes, a été l'une des surprises du cycle électoral de 2015. Podemos a exploité cette dynamique municipale pour redonner du souffle à sa campagne pour les législatives, en organisant des meetings avec Ada Colau, la nouvelle maire de Barcelone issue du mouvement contre les expulsions de logement<sup>9</sup>.

Ces coalitions d'unité populaire présentent une grande diversité de configurations. Podemos y joue parfois un rôle moteur, comme à Cadix où le maire est un ancien militant anticapitaliste. Dans d'autres cas, le parti occupe une position moins centrale au sein d'un regroupement dirigé par une figure qui lui est extérieure, comme à Madrid, Barcelone ou Valence. Ces conquêtes municipales montrent qu'il est possible d'avoir une prise sur les institutions, en expérimentant de nouvelles pratiques démocratiques et en opposant à l'austérité des politiques sociales ambitieuses. À Barcelone et à Madrid, les équipes municipales ont lancé un important programme d'investissements et de dépenses sociales dans les quartiers populaires, qui s'étaient fortement mobilisés pour les élire. En écho au slogan de campagne de Manuela Carmena « Gouverner en écoutant », la capitale a organisé la participation des citoyens à l'élaboration du budget et de certains projets de transformation urbaine. Ces politiques participatives marquent une rupture nette avec les 24 ans de gestion du Parti populaire, mais aussi avec les pratiques de participation ailleurs en Espagne<sup>10</sup>. L'un des dispositifs les plus novateurs, inspiré des référendums d'initiative populaire, a été conçu par Pablo Soto, un informaticien qui s'est investi dans le 15M avant d'être élu adjoint à la participation. Il s'agit du site Decide Madrid, qui permet aux citoyens de faire des propositions sur les politiques locales et de voter pour qu'elles fassent l'objet d'un débat et d'un référendum

---

8 Sur ces expériences, voir le livre très bien documenté du journaliste Ludovic Lamant, qui suit l'actualité espagnole pour *Mediapart* : *Squatter le pouvoir. Les mairies rebelles d'Espagne*, Montréal, Lux Éditeur, 2016.

9 Adrià Alemany et Ada Colau, *Sí se puede! Quand le peuple fait reculer les banques*, Paris, Les Petits matins, 2014.

10 Joan Font, « Madrid vota. La consulta sobre la reforma de la Plaza España o la Gran Vía es una fuerte apuesta por la participación », *El País*, 16 février 2017:

[http://elpais.com/elpais/2017/02/15/opinion/1487179241\\_071770.html](http://elpais.com/elpais/2017/02/15/opinion/1487179241_071770.html).

décisionnel – à partir du moment où elles reçoivent le soutien de 1 % des Madrilènes de plus de 16 ans. Même dans les villes où ces coalitions ne sont pas arrivées au pouvoir, comme à Parla dans la banlieue de Madrid, les conseillers municipaux issus des listes citoyennes font pression sur les équipes en place pour promouvoir la transparence et la participation dans les politiques publiques.

Ces expériences municipales connaissent toutefois un certain nombre de difficultés. Le passage de dirigeants associatifs au gouvernement local risque tout d’abord d’affaiblir l’action collective, comme cela a été le cas lors des premières élections municipales au retour de la démocratie en 1979. Plusieurs porte-parole de la PAH, le collectif de lutte contre les expulsions de logement, ont ainsi rejoint les exécutifs locaux. Conscients de leurs compétences limitées, ces nouveaux élus encouragent les mouvements sociaux à maintenir la pression. Ada Colau a certes sanctionné financièrement les banques qui continuent à expulser des ménages, mais la résolution du problème du logement dépend d’une loi nationale. Certaines promesses de campagne, comme la remunicipalisation des services publics ou l’arrêt de projets urbanistiques d’ampleur, sont difficiles à tenir du fait des engagements pris auprès des entreprises par les équipes antérieures. La capacité d’action de ces coalitions citoyennes est limitée par leur position minoritaire au sein des conseils municipaux, qui les contraignent à obtenir le soutien du Parti socialiste ou à gouverner par décret. Elle l’est aussi par la « loi Montoro », votée par le gouvernement de Mariano Rajoy en 2013, qui les oblige à consacrer tout excédent budgétaire au remboursement de la dette<sup>11</sup>. Les nouvelles équipes municipales peuvent pourtant se vanter d’une gestion efficace, les dettes publiques ayant diminué en un an de 19,5 % à Madrid et de 10 % à Cadix. Dans son « Plan 2020 pour gagner face au Parti populaire et gouverner l’Espagne », Pablo Iglesias compte s’appuyer sur l’effet de démonstration de cette gestion locale :

Dans chaque mairie du changement, nous démontrons, au jour le jour, que nous sommes prêts à affronter le défi de gouverner de manière cohérente et fiable.

## **Féminiser la politique et le parti**

Outre le fait de ne pas se limiter à un seul parti et d’avoir été élaborées de manière plus horizontale et participative, ces coalitions citoyennes à la tête des grandes villes du pays présentent une autre différence par rapport à Podemos : des leaderships féminins avec les figures emblématiques d’Ada Colau à Barcelone, de Manuela Carmena à Madrid et de Mònica Oltra à Valence. Ces trois femmes tiennent à incarner une autre manière de gouverner, comme l’explique Manuela Carmena :

---

11 Pauline Perrenot et Vladimir Slonska-Malvaud, « Dans les villes rebelles espagnoles », *Le Monde diplomatique*, n° 755, février 2017. <https://www.monde-diplomatique.fr/2017/02/PERRENOT/57096>

N'est-il pas temps de remplacer toutes ces valeurs verticales et rigides d'autorité, de force et de fermeté par celles, nettement plus horizontales et souples, de persuasion, de conviction et d'habileté dans la résolution des conflits ? Des valeurs qui font partie de la culture féminine.<sup>12</sup>

En comparaison, les dirigeants de Podemos représentent une conception masculine voire machiste du pouvoir, fondée sur la verticalité et la confrontation. Ada Colau a d'ailleurs cherché à se distancier d'un « certain style de Pablo et du noyau fondateur de Podemos dans lequel nous ne nous retrouvons pas [...] dans l'arrogance, dans la manière de s'exprimer »<sup>13</sup>. Miguel Urbán avait lui-même déclaré, en plein conflit entre les deux leaders nationaux, qu'il fallait arrêter avec « ce feuilleton télévisé du mâle dominant auquel [il] participe ».

La place des femmes a été une question centrale lors du deuxième congrès de Podemos, alors qu'elle n'avait été que très peu abordée lors du premier. En plus des trois textes fondateurs du parti (politique, organisationnel, éthique) déjà discutés et votés en 2014, un quatrième document « d'égalité » a été élaboré cette fois-ci par chaque équipe. Il a été présenté exclusivement par des femmes à la tribune, qui ont ainsi consacré plus de 30 minutes à la défense d'une organisation « féministe » et d'une « féminisation de la politique ». Toutes équipes confondues, elles ont rendu hommage aux militantes « qui ont passé ces trois années à réaliser des tâches essentielles mais tout à fait invisibles et qui ont vu leurs camarades occuper les fonctions de porte-parole et les places à la tribune » et à « celles qui sont parties parce qu'elles en avaient ras-le-bol des meetings au lieu des assemblées, des interventions interminables, et que les décisions soient remises en cause dans les discussions au bar après les réunions ». Clara Serra, membre de la direction nationale, a énuméré quelques mesures pour construire « un parti où le militantisme soit compatible avec la vie » : « Nous voulons des ludothèques dans nos manifestations et nos assemblées. Nous voulons des horaires pour les réunions, des horaires de début et des horaires de fin. Nous ne voulons pas d'une culture militante où tout se décide quand les femmes sont déjà rentrées chez elles ».

Ces thématiques ont été portées par de nombreux intervenants tout au long du congrès, des femmes et des hommes qui ont dénoncé la présence d'une culture machiste au sein de la société et de leur organisation. Certains ont fait référence aux violences dont sont victimes les femmes, d'autres ont remis en cause l'utilisation de métaphores guerrières dans le discours de Podemos : « la machine de guerre électorale », « les partisans », « la guerre de mouvement », etc. Pablo Iglesias, très friand de ce vocabulaire et amateur de la série télévisée *Game of Thrones*, a veillé comme les autres à utiliser systématiquement le genre féminin – une pratique courante dans les assemblées du 15M, qui vise à remettre en cause la domination masculine dans le discours. Il a ainsi introduit les débats :

---

12 Manuela Carmena, *Parce que les choses peuvent être différentes...*, Montpellier, Indigène Éditions, 2016, p. 132.

13 Joan Serra Carnés, *Ada, la rebel·lió democràtica. L'activista reinventada en alcadessa*, Barcelone, Ara Llibres, 2016.

Aujourd'hui nous parlons aux ouvrières, aux précaires, aux chômeuses, aux indépendantes, aux étudiantes, aux petites entrepreneuses, aux grands-mères qui n'arrivent pas à la fin du mois avec leur retraite, aux exilées, aux mères qui ont des journées de 20 heures.

Malgré ces avancées dans les discours, les inégalités demeurent dans les pratiques. La répartition des temps de parole était particulièrement déséquilibrée lors du congrès fondateur de Podemos, où les femmes étaient très minoritaires à la tribune<sup>14</sup>. À Vistalegre II, bien que certains candidats aient fait attention à ce que leurs documents soient présentés de manière paritaire, les hommes se sont à nouveau davantage exprimés. Surtout, ils ont exposé les documents les plus importants et polémiques, en prenant le double du temps de parole sur les enjeux politiques et organisationnels, alors que les femmes ont dominé la scène sur les questions d'égalité. Les trois principaux projets en concurrence étaient d'ailleurs portés par des hommes : Pablo Iglesias, Íñigo Errejón et Miguel Urbán. Certes, les candidates des cercles de Podemos pour le conseil citoyen national<sup>15</sup> étaient plus nombreuses (12) à la tribune que les hommes (9). Cependant, il n'y avait que deux candidats à la fonction de secrétaire général : Pablo Iglesias et Juan Moreno Yagüe.

Les inégalités entre hommes et femmes au sein de Podemos concernent donc aussi la répartition des postes de pouvoir. Jusqu'à la rénovation du conseil citoyen national le 18 février 2017, les principales fonctions au sein de la direction du parti étaient occupées par des hommes : Pablo Iglesias au secrétariat général, Íñigo Errejón comme secrétaire politique, Juan Carlos Monedero qui a été secrétaire du processus constituant et du programme jusqu'en avril 2015, Sergio Pascual puis Pablo Echenique au secrétariat d'organisation. Cette plus forte visibilité des leaders masculins explique les résultats du vote pour composer le nouveau conseil citoyen national : alors que les listes alternaient systématiquement un homme et une femme, seules deux femmes sont arrivées dans les dix premières positions. On repère toutefois des avancées dans les décisions prises à l'issue du congrès : les deux premiers postes restent occupés par Pablo Iglesias et Pablo Echenique, mais le conseil de coordination compte à présent plus de femmes (8) que d'hommes (7). Un secrétariat « d'égalité, féminismes et LGTB » a été créé. La fonction de porte-parole au Congrès des députés, jusque-là assurée par Íñigo Errejón, est désormais tenue par Irene Montero. La place des femmes est donc de plus en plus prise en compte dans le parti, qui reste néanmoins très masculin dans les formes et les leaderships.

## **Une démocratisation partielle de l'organisation**

La démocratie interne avait été l'un des principaux enjeux de Vistalegre I. Plus que le document politique qui était alors assez consensuel, les fractures concernaient le texte

---

14 Héloïse Nez, Podemos. *De l'indignation aux élections*, Paris, Les Petits Matins, 2015, p. 172-179.

15 Organe de direction nationale de Podemos, au sein duquel est constitué l'exécutif du parti (conseil de coordination).



organisationnel. Plusieurs équipes avaient promu une participation importante des cercles et une collégialité du pouvoir, en reprenant des principes du 15M. Le projet de Pablo Echenique et Teresa Rodríguez proposait ainsi un système de porte-parole multiples à tous les échelons de l'organisation et une implication des cercles dans les décisions stratégiques. Une autre candidature, portée par un militant de Barcelone issu du 15M, allait encore plus loin en ayant recours au tirage au sort pour élire les membres du conseil citoyen national. Mais l'équipe de la Complutense avait réussi à imposer une structure très verticale et centralisée, la succession de plusieurs scrutins décisifs en 2015 justifiant à ses yeux de sacrifier la démocratie interne au profit d'une organisation efficace.

Les deux ans et demi d'activité de cette architecture ont montré de nombreux dysfonctionnements. Même ses promoteurs reconnaissent aujourd'hui que les risques pointés par leurs adversaires d'hier étaient justifiés, tout en soulignant que cette organisation leur a permis d'obtenir de très bons scores électoraux. La réduction du pouvoir des cercles a d'abord démobilisé des militants de base et affaibli la dynamique initiale du mouvement, dont l'originalité reposait sur l'auto-organisation d'assemblées à travers le pays. La forte centralisation du pouvoir dans les mains du secrétaire général a ensuite entraîné des décisions autoritaires comme la destitution de Sergio Pascual (secrétaire d'organisation jusqu'en mars 2016) ou de José Manuel López (porte-parole du Parlement régional à Madrid jusqu'en décembre 2016), qui ont accru les tensions internes. En outre, les consultations périodiques des inscrits<sup>16</sup> ont eu tendance à se transformer en plébiscites, au moment par exemple de ratifier les alliances électorales à l'échelle nationale. Pour Alfredo Ramos, un politiste qui a analysé les processus participatifs au Brésil et est aujourd'hui assistant parlementaire de Podemos à Madrid, ce parti est « devenu un modèle de césarisme plébiscitaire assez éloigné des idéaux démocratiques du 15M »<sup>17</sup>.

À Vistalegre II, toutes les équipes ont mis en avant la nécessité de démocratiser l'organisation et de « transformer la machine de guerre électorale en mouvement populaire ». Ce projet avait été initié avec la nomination de Pablo Echenique au secrétariat d'organisation en mars 2016, qui avait alors prévenu : « Ou nous avons une organisation radicalement distincte de ceux qui nous ont précédés [...] ou notre destin sera inévitablement celui de la normalisation »<sup>18</sup>. La principale modification qu'il proposait et qui fait désormais consensus est la décentralisation de Podemos. Elle implique de donner plus de pouvoir et une autonomie financière aux conseils citoyens régionaux et municipaux, ainsi qu'aux cercles territoriaux et thématiques. Par exemple, les décisions concernant les élections municipales et régionales,

---

16 Il suffit de s'inscrire sur le site web de Podemos, sans être forcément militant ou affilié de l'organisation, pour prendre part aux différents votes (primaires, consultations internes, etc.).

17 Héloïse Nez, « Podemos et Barcelona en Comú : les citoyen-ne-s prennent le pouvoir ? », *Mediapart*, 10 février 2017 : <https://blogs.mediapart.fr/les-invites-de-mediapart/blog/100217/podemos-et-barcelona-en-comu-les-citoyen-ne-s-prennent-le-pouvoir>.

18 Pablo Echenique, Propuesta al Consejo Ciudadano Estatal para la Secretaría de Organización, 31 mars 2016: <http://pabloechenique.info/wp-content/uploads/2016/04/Propuesta-organizativa-al-CCE-%E2%80%94Operacio%CC%81n-AtarseLosCordones.pdf>.

qui étaient prises par la direction nationale, le seront à l'avenir par les organes de direction à l'échelle territoriale correspondante.

Les autres changements organisationnels ont été plus conflictuels. Une consultation en amont de Vistalegre II a concerné le mode d'élection du conseil citoyen national. Alors que Podemos défend une plus grande proportionnalité du système électoral espagnol, son organisation interne favorisait fortement l'équipe arrivée en tête. Face à ce paradoxe, le projet d'Íñigo Errejón prévoyait une proportionnelle intégrale, mais l'option retenue a été une adaptation du système « Borda » proposée par Pablo Echenique : chaque électeur vote pour les candidats de son choix parmi une ou plusieurs listes en indiquant un ordre de préférence ; en résulte un classement établi à partir du nombre de points obtenus par chaque candidat. L'application de ce système à Vistalegre II montre le maintien d'effets majoritaires, qui a pénalisé la liste arrivée en troisième position<sup>19</sup>.

Un autre sujet de désaccord concerne les procédures participatives internes. Si toutes les équipes affirment que la participation est un principe fondamental de Podemos, les mécanismes concrets diffèrent. Le document de Pablo Iglesias ne propose quasiment aucun changement par rapport aux dispositifs existants, qui se résument à des consultations périodiques des inscrits sur des questions mises à l'ordre du jour par la direction nationale. La seule adaptation est de diminuer le seuil du nombre d'inscrits pour que ces derniers puissent impulser un référendum décisionnel sur un enjeu politique majeur (10 % au lieu de 20 %) ou un processus de révocation d'un membre de la direction nationale (20 % au lieu de 25 %). Ces pourcentages élevés et l'absence de mise à jour des effectifs (plus de 480 000 inscrits en mars 2017) ont fait qu'aucune initiative de la base n'a pu aboutir jusqu'ici. C'est pourquoi l'équipe d'Íñigo Errejón envisageait de réduire ce seuil à 3 % des inscrits actifs pour les consultations générales et à 15 % pour le vote révocatoire. Elle proposait aussi d'introduire de nouveaux mécanismes de participation interne, comme les « consultations délibératives » pour que les référendums soient précédés d'une délibération ou les « laboratoires d'innovation politique » visant à organiser des débats sur certaines questions.

Comme lors du congrès fondateur, c'est le document organisationnel le moins démocratique qui a reçu le plus de votes. Il octroie toujours une place centrale au leader qui pourra continuer à profiter de sa forte médiatisation pour imposer ses idées lors des consultations auprès des inscrits – comme cela a été le cas lors de ce deuxième congrès. La place des militants a d'ailleurs été réduite dans cet événement qui relevait plus du meeting que de « l'assemblée citoyenne » annoncée. À Vistalegre I, la tribune était largement partagée entre les militants des cercles et les têtes visibles du parti, tandis que le public pouvait interagir avec les orateurs en posant des questions via une application en ligne. À Vistalegre II, une seule équipe composée de personnes non médiatiques (« Podemos en equipo ») est venue défendre ses textes à la tribune aux côtés des trois listes principales. La participation du public

---

19 L'équipe de Pablo Iglesias a remporté 50,8 % des points et 59,7 % des sièges (37 sur 62) ; celle d'Íñigo Errejón 33,7 % des points et 37,1 % des sièges (23) ; et celle de Miguel Urbán 13,1 % des points et seulement 3,2 % des sièges (2).

s'est résumée à un vote présentiel pour élire les quatre membres du conseil citoyen national issus des cercles – une vingtaine de militants de base ont ainsi eu une heure pour présenter leur candidature et défendre le message d'unité venu de la foule.

## Quelle stratégie européenne ?

« *Unidad y humildad* » (unité et humilité) : le mot d'ordre sorti de Vistalegre II a été imposé par le public, formalisé dans une intervention très applaudie de Teresa Rodríguez, puis repris par Pablo Iglesias dans son discours final. La nouvelle répartition des responsabilités votée lors de la première réunion du conseil citoyen national le 18 février, suite à un accord entre Pablo Iglesias (qui a conforté son assise sur le parti) et Íñigo Errejón (qui a accepté de faire un pas en arrière sur le plan national pour se concentrer sur les prochaines élections régionales à Madrid), semble écarter pour un temps le risque d'enlisement dans des divisions internes. La responsabilité est grande : ce qui est en jeu n'est pas seulement le futur de Podemos, mais aussi celui des formations progressistes en Europe face à la montée des forces conservatrices et xénophobes. Miguel Urbán, nouveau secrétaire de Podemos sur les questions européennes, n'était pas le seul à l'affirmer à ce congrès :

Nos ennemis sont les fantômes du fascisme, des fantômes qui s'appellent Trump et Le Pen et qui sont bien présents. [...] Et l'antidote contre ces fascismes s'appelle Podemos !

Reprenant la célèbre formule d'Antonio Gramsci, « Le vieux monde se meurt, le nouveau monde tarde à apparaître, et dans ce clair-obscur surgissent les monstres », le député européen affirmait en novembre 2016 que

les monstres surgissent quand le champ de bataille politique se structure autour des questions d'identité ou d'appartenance nationale plutôt que de démocratie et de justice sociale.<sup>20</sup>

L'une des grandes différences entre l'Espagne et d'autres pays européens comme la France réside, en effet, dans les questions qui dominent le débat public national : ce ne sont pas la sécurité, l'immigration ou l'islam qui sont au centre de l'agenda médiatique et des conversations ordinaires en Espagne, mais la lutte contre la corruption et les inégalités sociales. Il s'agit d'un résultat majeur du processus de transformation politique et sociale que connaît le pays depuis 2011, avec le mouvement du 15M et l'émergence de formations politiques comme Podemos. C'est en cela que le nouveau parti peut constituer un rempart à la poussée de l'extrême droite en Europe, en proposant une autre lecture de la crise économique : la responsabilité des problèmes sociaux auxquels est confrontée la population n'est pas imputée au voisin étranger ou à « l'assisté » qui abuseraient des aides sociales, mais au

---

20 Miguel Urbán, « Crépuscule de "l'extrême centre" », *Le Monde diplomatique*, n° 752, novembre 2016 : <https://www.monde-diplomatique.fr/2016/11/URBAN/56787>

banquier et à l'élu corrompu. L'Espagne est d'ailleurs l'un des rares pays européens où la crise n'a pas profité au développement de formations xénophobes : la tentative de créer un parti d'extrême droite fin 2013 s'est soldée par un cinglant échec, Vox n'ayant obtenu que 1,56 % des suffrages aux élections européennes de 2014 et 0,23 % aux législatives de 2015.

Pour que ce changement se traduise par une réorientation des politiques publiques, la stratégie européenne de Podemos serait toutefois à préciser et à renforcer. Dans les documents défendus à Vistalegre II, seuls les anticapitalistes font référence aux « leçons à tirer » de l'expérience grecque : constatant que « la stratégie de la négociation est condamnée à l'échec », ils défendent un « plan B » de désobéissance des traités européens. Alors que Pablo Iglesias continue à soutenir Alexis Tsípras, leur proposition reprend des revendications défendues par Podemos à ses débuts puis abandonnées, comme le moratoire et l'audit de la dette publique. La question qu'ils soulèvent se pose à tous les partis politiques qui visent une transformation sociale en Europe :

Gagner pour quoi faire ? [...] [Il ne s'agit] pas seulement de gagner sur le terrain électoral, mais de livrer la bataille sur le terrain du pouvoir réel : là où le pouvoir du capital impose ses normes.

Publié dans [laviedesidees.fr](http://laviedesidees.fr), le 11 avril 2017.